

**Article 6 :**

**L'INSECURITE ET LA PRODUCTION DU MANIOC EN CENTRAFRIQUE**

Dr Simon Narcisse SAKAMA,  
Département d'Anthropologie à l'Université de Bangui  
[simnarcy@gmail.com](mailto:simnarcy@gmail.com)/ [sim\\_sakama@yahoo.fr](mailto:sim_sakama@yahoo.fr)

**RESUME**

Cet article propose une analyse des facteurs sociopolitiques qui influencent la production du manioc, notamment l'insécurité dans laquelle vivent les paysans centrafricains en contexte d'anomie, où les institutions républicaines sont fragilisées par la présence des groupes armés qui terrorisent, violent, volent et pillent sur toute l'étendue du territoire. L'étude porte sur les dynamiques de l'insécurité due aux conflits militaro-politiques qui ont conduit à l'insécurité alimentaire et la faible production du manioc dans le pays. La banalisation de ce phénomène par les autorités politiques et autres acteurs de la société, est pour nous un objet de savoir anthropologique d'une portée heuristique indéniable. A travers cela, les nouvelles formes de sociabilité naissent et se développent ainsi que les stratégies de résilience, de survie en temps de crise, les modifications des itinéraires techniques de production et les processus de changement social. En partant des enquêtes de terrain auprès des producteurs de manioc dans la commune de Pissa, notre démarche se fonde sur des questionnements visant à comprendre les effets de l'insécurité sur la production du manioc, et la demande alimentaire urbaine ainsi que les rapports sociaux de production agricole qui se reconstruisent et s'adaptent en contexte de conflit.

**Mots clé :** Insécurité, production du manioc, conflit.

**ABSTRACT**

This article proposes an analysis of the socio-political factors that influence cassava production, particularly the insecurity in which Central African farmers live in a context of anomie where republican institutions are weakened by the presence of armed groups that terrorize, rape, steal and loot throughout the territory. The study focuses on the dynamics of insecurity due to military-political conflicts that led to food insecurity and low cassava production in the country. The trivialization of this phenomenon by political authorities and other actors in society is for

us an object of anthropological knowledge of undeniable heuristic significance. Through this, new forms of sociability are born and develop as well as strategies of resilience, survival in times of crisis, changes in technical production routes and processes of social change. Based on field surveys of cassava growers in the municipality of Pissa, our approach is based on questions aimed at understanding the effects of insecurity on cassava production and urban food demand as well as social relations of production that rebuild and adapt in a context of conflict.

**Key words:** Insecurity, cassava production, conflict.

Si cet article vous intéresse, vous pouvez [télécharger gratuitement ici](#).

## INTRODUCTION

Les productions scientifiques tendant à appréhender les rapports de l'insécurité à la production agricole en Afrique en générale et en Centrafrique en particulier sont faibles, malgré que cela présente un regain d'intérêt pour les sciences humaines et sociales. Les études qui y sont orientées, concernent beaucoup plus les questions de risques et de crises que connaissent l'agriculture et l'agroalimentaire et leur implication socio-économique. Celles qui sont consacrées à l'insécurité publique en générale sont d'actualité. Parmi les travaux les plus récents, se trouvent ceux de Van Campenhout (1999), Wieviorka (1999), Le Goaziou et Rojzman (2001), Mucchielli (2001), Robert (2002), Lagrange (2003), Le Goaziou (2005), Mucchielli et Le Goaziou (2005). Ces auteurs ont analysé les questions d'insécurité dans des processus de mutation des formes d'organisation sociale et politique qui aboutissent à des situations d'anomie. Ces études assez intéressantes dans leurs contenus, sont sectorielles et parfois très spécifiques ; elles portent à la fois sur une ethnographie des lieux urbains et les institutions en charge de régulation de l'insécurité, en repensant les perspectives de démocratisation de nos sociétés.

L'insécurité occupe une place centrale dans la société centrafricaine depuis plusieurs décennies, à la fois comme peur, comme plainte, comme sujet de débat politique et social et comme objet de mobilisation des pouvoirs publics et de la société civile. Le phénomène d'insécurité s'est accentué dans le pays, avec le renversement du pouvoir de Bangui le 24 mars

2013 par les rebelles de la *Séléka*<sup>1</sup>, opération qui a commencé depuis le 10 décembre 2012 dans les villes de provinces de Centrafrique. Du coup, l'avenir devient incertain (Mucchielli et Le Goaziou, 2005) pour l'ensemble de la population civile, notamment les paysans, dans un contexte d'anomie totale où le système juridique a perdu de son efficacité, et que l'on note également la perte de crédibilité des élites. L'opposition démocratique est muselée, les organisations de la société civiles (associations pour la défense des droits de l'Homme) caporalisées par les violences.

Comme le dit un proverbe local : « quand les éléphants se battent, les herbes en subissent les souffrances ». C'est dire que les conséquences des rebellions armées récurrentes ont sensiblement affecté les populations civiles, notamment les paysans agriculteurs et les éleveurs. Ceux-ci ont subi et continuent encore de subir des crimes ignobles, des actes de vandalisme de tout genre, les pillages, les vols et viols. Des greniers et des semences (en sango *Göngoa ti köbe* ) ont été brûlés. Les humains et les non humains aussi sont dans la désolation. La sécurité de la production agricole et l'élevage de transhumance sont devenues incertaines parce que insécurisés.

La banalité de l'importance de ce phénomène et les conséquences à moyen et long termes, échappent aux consciences des décideurs politiques et au contrôle des parties prenantes. Alors, cela ne suscite aucune réaction de leur côté. Ce processus dynamique de changement social et politique, présente une valeur heuristique pour la démarche anthropologique.

La production agricole naturellement soumise *de facto* aux aléas climatiques (sécheresse, inondation) et sanitaires, est plus exposée aujourd'hui, à l'insécurité et aux troubles militaro-politiques. Dans le contexte centrafricain, ce phénomène est devenu non seulement un malaise social et sanitaire, mais aussi et surtout un frein à la production agricole.

A travers une ethnographie *in situ* réalisée dans une ville secondaire autour de la capitale centrafricaine notamment à Pissa, notre communication présente les fondements des problèmes de production et de transformation des vivriers notamment le manioc en situation d'insécurité et de conflits armés. Notre démarche dans cette perspective consiste à aborder la question des malaises de la production de ce produit qui constitue l'alimentation de base des Centrafricains, par l'insécurité dans laquelle vivent les paysans en contexte d'anomie où les institutions

---

<sup>1</sup> Le mot « *séléka* » en langue nationale centrafricaine *Sango* signifie en français « alliance ». C'est une coalition d'une dizaine de groupes armés qui a renversé le pouvoir de Bangui en mars 2013. Cette prétendue coalition composée majoritairement des ex-rebelles et mercenaires soudanais et tchadiens, brûlaient cases et greniers dans les zones occupées, violaient, pillaient et détruisaient tout sur leur passage dans le territoire.

républicaines sont fragilisées par la présence des groupes armés, terrorisant et pillant dans tout le territoire. En d'autres termes, notre étude porte sur l'analyse des dynamiques de l'insécurité récurrentes qui tendent à expliquer l'insécurité alimentaire par la faible production des denrées agricoles aujourd'hui.

### **1. L'état de l'anthropologie sur l'insécurité**

L'insécurité est un concept très transversal à plusieurs disciplines scientifiques et domaines de la vie sociale, notamment l'économie, la politique, l'environnement, l'agriculture et l'élevage, etc. Elle ne s'exprime de manière unilinéaire et ne présente des formes atypiques dans ses manifestations dans les sociétés humaines. C'est un concept englobant et ambigu dans sa démarche analytique. Ainsi parle-t-on souvent de l'insécurité publique (Chouala, 2001), insécurité alimentaire (Janin et Suremain, 2010), insécurité environnementale (Geslin, 2010), insécurité culturelle (Rasplus et Meyran, 2012). A travers ces adjectifs, le concept insécurité trouve alors sa signification et son opérationnalité d'analyse. Il apparaît que la confrontation des points de vue théorique et des préoccupations relatifs à l'insécurité ont une portée heuristique en anthropologie et susceptible d'aider à mieux cerner les voies tendant à une sécurité en agriculture et l'agroalimentation voire plus spécifiquement à l'insécurité alimentaire.

C'est autour des travaux des chercheurs de « l'École de Copenhague » et le concept de « sécuritisation » de Weaver dans les années 1990, que les recherches anthropologiques sur les questions sécuritaires ont été développées. A cette époque s'imposera le débat pour les études critiques de la sécurité. Cependant, outre le concept de « sécuritisation », les propositions théoriques de « l'École de Copenhague » sont assez limitées et demeurent finalement assez près des positions traditionnelles (Moffette, 2005). Cette perspective analytique fut critiquée par « l'Ecole de Paris » qui proposa une analyse critique plus achevée de l'insécurité, en repensant les relations de pouvoir et l'objectivation de la réalité sociale (Bigo, 2005). Ce n'est pas dans cette perspective que nous souhaitons démontrer les effets de l'insécurité sur la production du manioc.

Dans les perspectives analytiques de l'insécurité comme phénomène ou fait de société, l'article de Chouala (2010) apparaît d'un grand intérêt tant du point de vue théorique, épistémologique et méthodologique mais aussi de l'analyse juridique. La sécurité est la raison d'être de l'Etat et sans sécurité point d'Etat (Chouala, 2010 : 2). Ce point de vue montre que le

processus d'étatisation est fondamentalement un processus de sécurisation (Chouala, 2010). Autrement dit, la question d'insécurité est au cœur des interventions publiques, de mobilisation sociale et médiatique, voir politique, impliquant la responsabilité directe de l'Etat. L'analyse de l'auteur s'attelle à montrer les liens entre l'insécurité et les formes de gouvernance de l'Etat dans un contexte de démocratisation de la vie sociale et politique. Il part de l'interrogation des éléments dynamiques qui sont en jeu et évoquent l'insécurité et la compréhension que cela induit en termes d'appréhension des questions de la gestion de sécurité publique.

Comme nous l'avons évoqué ci-haut, le terme insécurité, difficilement conceptualisable et appréhensible tel qu'il se présente, trouve un terrain d'analyse particulièrement significatif chez Rasplus et Meyran (2012) en terme d'*insécurité culturelle*. Pour eux le concept est défini selon des « variables culturelles » comme « la peur de l'immigration », des transformations du « mode de vie », de l'effacement des frontières nationales » (Rasplus et Meyran, 2012). En d'autres termes, l'analyse de l'insécurité culturelle passe par l'appréhension de la peur de l'émigration et des processus de mutations cognitives, symboliques et comportementales qui y sont liés. Les analyses portant sur l'insécurité peuvent privilégier soit les causes, soit les effets du ou des phénomènes en jeu, soit encore ses lieux de manifestation et forme d'expression, lié à la notion de violence urbaine.

En France, c'est à travers « la société du risque » d'Ulrich Beck (1986), que l'analyse des dangers et des nouvelles formes d'insécurité qui participèrent aux nouvelles formes d'organisation sociales auxquelles les sociétés modernes sont exposées a été faite. Il met en relief, les conséquences de la modernisation radicalisée, contre les dangers invisibles qui peuvent frapper tout le monde et contre lesquels personne n'est assuré.

En partant de l'effort de conceptualisation théorique de l'insécurité comme concept d'analyse, il s'avère qu'elle peut être appréhendée comme un lien entre les différents facteurs qui sont en jeu et conduisent à une incertitude dans la vie d'un individu ou groupe d'individu et l'expose à des éventuels dangers. Elle est l'inquiétude qui résulte du manque de sécurité et de l'éventualité d'un danger réel ou imaginé. Dans notre société, l'insécurité est l'ensemble des menaces physiques, morales, économiques, sociales, politiques, environnementales et culturelles rencontrées dans la vie quotidienne et qui font que la sûreté physique et la tranquillité ne sont plus assurées. Elle est caractérisée par la peur, la précarité, la vulnérabilité sociale et sociétale. Dans cette logique, on estime que la peur domine notre vie... et comme l'eau et

l'électricité, la sécurité sera un bien de consommation imputable à l'organisation publique (Beck, 2003 : 6).

Cependant, l'analyse de l'insécurité par la production agricole ou l'inverse, permet d'appréhender les dynamismes qui sont en jeu et susceptible d'expliquer l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité des paysans cultivateurs ainsi que l'insuffisance de la production agricole. La peur et le sentiment d'insécurité par les hommes armés, pillant, violant, volant, dans tout le territoire, sont ici analysés comme des éléments dont la position explique les malaises socio-agricoles. En procédant à une analyse des effets tangibles et intangibles de ce phénomène, l'on parvient alors à comprendre que dans les milieux ruraux, l'insécurité alimentaire qui semble aujourd'hui moins visible, en vient à avoir un lien explicatif par l'insécurité publique ou civile.

## **2. La situation de production du manioc en Centrafrique**

La production du manioc en Centrafrique est marquée par une dynamique sociotechnique et culturelle qui met en évidence des savoir-faire et pratiques culturelles variés. Cette production est « caractérisé par des actions publiques diverses et parfois opposée aux réalités du milieu et besoins des paysans ». Nous ne voulons pas insister sur les données statistiques car celle-ci ne reflète ou ne correspondent pas souvent aux réalités. Nous savons tous que le manioc est l'aliment de base des centrafricains mais ceux-ci n'en produisent pas assez si nous essayons de faire la comparaison entre le pays et son voisin la République Démocratique du Congo (RDC), l'Angola, le Nigéria,

Cependant, c'est à travers « les perceptions, les croyances, l'imaginaire sorcellaire et religieux, que la production du manioc trouvent toute sa signification en tant que processus de construction sociotechnique » (Sakama, 2016 : 104). Autrement dit, la compréhension du système agricole et de fonctionnement des milieux ruraux centrafricains, passe par la lecture de la situation de production du manioc et des dynamiques sociales qui y sont rattachées. La Centrafrique est un pays à économie agricole même si le secteur n'a pas une contribution significative au PNB. En deux décennies environs, la production du manioc est devenue un moyen permettant aux paysans d'accroître leur revenu après la déchéance des cultures de rente notamment le coton et le café. Nous voyons émerger de grands centres de production qui constituent des pôles de ravitaillement de la ville de Bangui notamment les villes secondaires comme Yaloké, Bossangoa, Bozoum et Batangafo.

De 2012 à aujourd'hui, les conflits sociopolitiques et militaires ont perturbé le système de production agricole. Les enquêtes de terrain que nous avons réalisées dans le cadre de nos recherches en thèse (Sakama, 2016), montrent que les déplacements fréquents des paysans du à l'insécurité et l'abandon de leur espace culturel ont été des facteurs explicatifs de l'insécurité alimentaire et de paupérisation des paysans. Cette situation a été évoquée par Benoit Lallau (2004) quand il décrit la paysannerie centrafricaine en termes de « capacité de choix des paysans ». A cela nous constatons que le système agricole du pays n'est pas mécanisé et l'agriculture est pratiquée avec des outils traditionnels moins performants. L'insécurité dans le pays en générale renforce cette situation paupérisée.

### **3. De l'insécurité généralisée à l'insécurité alimentaire : la production du manioc menacée.**

Qu'il s'agit de l'insécurité civile ou sociale, l'insécurité est à distinguer de la violence qui peut en être la conséquence ou l'effet. Notre analyse s'est intéressée aux liens conduisant aux menaces qui portent sur l'intégrité des biens et des personnes (Castel, 2003), situation qui conduit à des changements sociaux. Il s'agit des vols, les violences physiques et morales faites aux agricultrices et agriculteurs, la criminalité et les incivilités des hommes en armes. En d'autres termes, c'est une analyse de l'insécurité civile par la production agricole du manioc qui, selon nous, est difficilement détachable de l'insécurité sociale et semble s'amalgamer avec la première. Alors, la distinction théorique entre l'insécurité civile et l'insécurité sociale dans ce contexte peut paraître comme une violence faite aux données (Oliver de Sardan, 2008). Pour cela nous aimerions parler de l'insécurité généralisée ou insécurité tout court, pour rendre compte des liens entre la production du manioc menacée par la crise militaro-politique et les malaises sociaux des paysans agriculteurs.

Loin de nous l'idée de plonger dans un débat épistémologique qui nous semble stérile, nous parlons de l'insécurité généralisée dans le pays depuis le déclenchement des hostilités par les rebelles de la *séléka* en décembre 2012 qui, a eu des incidences négatives sur la production agricole et la vie sociale des paysans cultivateurs, aboutissant ainsi à l'insécurité alimentaire. Ce point de vue a été évoqué par un cultivateur de la ville de Damara qui explique ses angoisses :

« Nos vies, nos cultures vivrières, nos activités quotidiennes comme la pêche, la chasse et l'élevage domestique sont menacés par l'occupation de nos villages par les *séléka*. Ils pillaient nos cases, violaient les femmes, égorgeaient et tuaient avec les armes automatiques les hommes qui voulaient leur résister ou fuir. Ils nous empêchaient de

faire de nouvelles cultures et nous prenaient en otage pour récolter le manioc de nos champs même si les tubercules ne sont pas encore mûrs, afin de leur en faire des cossettes. Ils forçaient tout le monde à cette activité et intimaient des ordres à nos femmes et filles de transformer le manioc en farine pour eux. Nous leur transportons cela dans leur camp et ils sont nourris par les produits de nos champs tandis que les nôtres meurent de faim dans leurs cachettes dans la brousse » (Bagaza, 41 ans).

De ce discours, d'ailleurs teinté d'angoisse et de sentiment de peur et de désolation, il ressort deux aspects fondamentaux qui expliquent l'ancrage de l'insécurité (généralisée) à l'insécurité alimentaire et évoque l'amalgamation de l'insécurité civile et l'insécurité sociale. La première situation explique les malaises sociaux des paysans et la seconde décrit les malaises agricoles. La notion d'insécurité devient ici bien perceptible et renvoie à l'analyse de l'une des caractéristiques de la sécurité : la circulation et la liberté (Moffette, 2005).

Les conflits militaro politiques récurrentes depuis plus de deux décennies, ont conduit les cultivateurs et paysans centrafricains dans un cycle infernal de vie caractérisé par des pertes en vies humaines, la violation des droits fondamentaux, des fuites et déplacements internes fréquents à cause des violences perpétrées contre eux par les hommes en armes, etc. Certains paysans voire la majeure partie ont dû quitter leurs villages, abandonnant les champs et les activités agricoles à cause de la précarité de la situation sécuritaire. La vie sociale se bouleversa. Du coup, les activités culturelles en viennent à être bouleversées dans leurs formes techniques, fragilisant ainsi le système agricole et réduisant sensiblement les cycles culturels des vivriers notamment le manioc, aliment de base. Nous aboutissons à des formes de « malaises agricoles » qui s'ajoutent aux autres risques difficilement maîtrisés par les paysans : le changement climatique. Ainsi peut-on constater que :

L'insécurité qui a sévi dans les grandes zones de production agricole (Ouham –Pende, Ouham, Nana-Gribizi, Kemo et même dans une partie de l'Ombella M'Poko et de la Ouaka) pendant les précédentes campagnes agricoles ont beaucoup plus joué sur les productions vivrières en général et sur la production du manioc en particulier qui a un cycle végétatif de 12 à 18 mois. (Rapport du Ministère de Développement Rural, 2012).

Le rapport du ministère de l'agriculture et du développement rural (MADR), explique la faible production du manioc par l'insécurité qui a sévi et qui est restée encore très observable dans les grandes zones de production du pays. Cette assertion corrobore le point de vue ci-dessus évoqué. La frontière théorique entre insécurité civile que les paysans subissent, se confond avec l'insécurité dite sociale et constitue un ancrage. C'est alors que se crée le passage de celle-ci à l'insécurité alimentaire.

Le rapport du Ministère de Développement Rural tente de justifier la faiblesse et l'insuffisance de la productivité et production agricole conduisant ainsi à une crise alimentaire des populations en milieu rural et urbain. Un point de vue contrasté car les dysfonctionnements qui interviennent dans la production et la diffusion des savoirs qui leur sont liés, constituent des atteintes majeures au système de production agricole des populations (paysans) et du coup à l'équilibre alimentaire (Séhouéto, 2006).

#### 4. L'insécurité et la production du manioc : une étude de cas.

La commune de Pissa est rattachée à la préfecture de la Lobaye, située en zone forestière dans le Sud-ouest de la République centrafricaine à partir de 42 km de la ville de Bangui. C'est une zone d'approvisionnement de la capitale en produits vivriers notamment le manioc, le plantain, le taro et les autres produits vivriers. Située en pleine zone forestière, Pissa est une localité qui est arrosée presque toute l'année. En outre, à cause de la spécificité de son microclimat et la qualité de sa végétation, elle est une région propice à toute forme de culture vivrière ou de rente. Cependant, compte tenu des difficultés que rencontre la filière café depuis environ deux décennies, le manioc est devenu une culture de rente et un produit commercial indispensable dans l'accroissement de revenus des paysans. Mais depuis le début de la crise politico-militaire de 2013 en Centrafrique, la culture du manioc connaît une régression dans le processus de sa production et productivité et des effets perturbateurs dans ses formes techniques, entraînant des conséquences sur la demande urbaine de consommation. Dans cette optique, il est utile de s'interroger sur les causes sous-jacentes de cette régression. Comment l'insécurité a-t-elle modifié sensiblement les itinéraires techniques de production et de transformation ? En quoi l'insécurité constitue-t-elle un malaise à la production du manioc dans cette zone ? Comment les rapports sociaux de production agricole et agroalimentaire se reconstruisent et s'adaptent ce contexte de conflit où les paysans sont appelés à fuir d'un lieu à un autre pour être à l'abri de l'insécurité ? Autant de questions qui tente d'expliquer le cas que nous avons étudié à Pissa.

Pendant la seconde phase d'enquête de terrain pour la réalisation de notre thèse (Sakama, 2016), nous avons été interpellé dans les entretiens avec les paysans, par deux concepts en *Sängö*<sup>2</sup> qui reviennent souvent dans les discours : « *lörö* » et « *siriri* ». Le premier

---

<sup>2</sup> Le *Sängö* est la langue nationale parlée en Centrafrique. Il est l'une des langues officielles du pays avec le Français.

qui signifie « fuite » en français, évoque l'idée d'un danger où l'individu concerné est obligé de fuir et de chercher à se mettre à l'abri, tandis que le second exprime la « paix », mais dans le contexte de notre étude veut dire la « sécurité ». Ainsi, aux questions posées aux paysans sur les opérations de production du manioc, les réponses font ressortir les deux concepts susmentionnés. De ce fait, on se rend compte du faible effectif des policiers et gendarmes, ou presque de l'absence totale des structures de sécurité et de défense. On se trouve alors en contexte d'anomie et de perte de souveraineté de l'Etat, car selon une expression tristement célèbre en Centrafrique, « l'Etat s'arrête à PK12 », c'est-à-dire à la périphérie de Bangui (Lesueur, 2014). Il s'avère dans cette logique que sans la sécurité il n'y a point d'Etat : principe organisationnel de l'espace, centre de monopole exclusif des compétences humaine et matérielle pour s'inscrire dans les certitudes solidement établies de la science juridique (Chouala, 2010). L'Etat est le principal fournisseur des prestations sécuritaires aux individus sur lesquels il exerce un contrôle et une autorité par la médiation du territoire (Badie, 1999). Ce n'est pas le cas. Les producteurs de manioc de Pissa étaient en insécurité parce que assiégés respectivement par les rebelles de la *séléka*, puis par les *antibalaka*.

Ce sentiment d'insécurité éprouvé par les paysans se justifiait par la présence des anciens rebelles de la *séléka* sur le site de l'ancienne Cour impériale de Béréngo<sup>3</sup> à proximité de la ville et sur l'axe de ravitaillement de Bangui en denrées alimentaires. On peut alors observer un lien entre les différents facteurs qui sont en jeu et conduisent à une incertitude dans la vie des paysans et les expose à des éventuels dangers. Le sentiment d'insécurité se traduit par la peur d'être tué par les hommes armés, l'ensemble des menaces physiques et morales dans le vécu quotidien des paysans, ainsi que l'organisation des activités agricoles. Dans ce contexte, les itinéraires de production ont été volontairement ou involontairement modifiés, conduisant à la faible production.

Il faut retenir que la production du manioc en Centrafrique présente cinq grandes opérations notamment : le défrichage, le labour, le bouturage, le sarclage et la récolte. La réalisation de ces opérations dans leur enchaînement constitue un processus interdépendant qui conditionne la bonne conduite du champ et de son rendement. Cependant, l'insécurité a conduit

---

<sup>3</sup> Le terrain de notre enquête se trouve dans la zone où l'ancien palais présidentiel privé, la « cour impériale de Béréngo » de Jean-Bedel Bokassa fut installé en 1978. Le site aujourd'hui à proximité du centre urbain de Pissa, classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, sert de caserne militaire et de lieu de formation des soldats. Les anciens rebelles de la coalition *séléka* qui ont pris le pouvoir en Centrafrique le 24 mars 2013, y sont casernés pour suivre la formation militaire et intégrés dans les forces de défense. Ceux-ci n'ayant aucune subvention pour leur prise en charge, deviennent incontrôlés et donc source d'insécurité pour la population locale car possédant des armes de guerre. Ils ont été par la suite chassés par les « *antibalaka* » qui occupèrent les lieux.

les paysans à l'inobservance des étapes de ces opérations. L'itinéraire technique de production a été purement et simplement modifié par la suppression de deux opérations notamment, le labour total et le sarclage. Autrement dit, parmi les cinq opérations initiales, deux sont supprimés pour ne laisser que trois. Le chef de village Pissa 2 justifie cette situation :

La production du manioc est une activité pénible. Si le paysan veut obtenir un bon rendement en fin de campagne agricole, il a intérêt à réaliser les différentes opérations dans le processus de leur enchainement et doit travailler sérieusement. Cependant nous ne pouvons pas respecter toutes les étapes de production à cause de l'insécurité. L'important pour nous était de réussir à mettre quelques boutures de manioc en terre afin d'avoir les feuilles pour la consommation. Vous savez, pour produire, il faut bien labourer sa parcelle et faire régulièrement le sarclage de son champ au moins trois fois pendant la campagne agricole. C'est difficile pour nous de respecter ces principes. Nous ne pouvions pas parce que nous étions menacés par les séléka et obligés à des déplacements internes fréquents.

A travers ce discours, nous comprenons que la situation d'insécurité généralisée depuis 2013 en Centrafrique, n'a pas épargné la production du manioc mais a conduit à créer un mode particulier de « résilience contre la faim » (Lallau, 2014). Il ressort deux effets perturbateurs. D'une part, la production, telle qu'elle est perçue par le paysan est destinée à l'autoconsommation et d'autre part, celle-ci n'apparaît plus comme une culture de rente. La production du manioc dans ce contexte n'est plus importante et ne contribue guère à l'amélioration des conditions d'existence et aux besoins des paysans.

A Sibut et à Damara dans les préfectures de Kemo et d'Ombella-M'Poko, la même situation a été observée. En effet, les hommes armés parcouraient les villages, prenaient les paysans de force, les obligeaient à déterrer les racines de manioc, les rouir puis les faire sécher. Cela permettait aux chefs rebelles de nourrir leurs troupes. Les racines mûres ou celles qui n'ont atteint la maturité sont arrachées et transformées pour la consommation des hommes armés. Les boutures sont ensuite détruites ou brûlées, empêchant les paysans à ne pas se constituer les « *ngongoa ti gozo* » c'est-à-dire les semences pour les prochaines saisons. Ce crime volontaire vise à infliger l'insécurité alimentaire aux villageois en les conduisant à une « mort lente » à travers la privation à la production et la consommation du manioc.

A cette situation d'insécurité civile s'ajoute une autre forme qui s'exprime à travers les accusations liées aux pratiques de sorcellerie. Cette situation a été évoquée par Ouikon (2002) quand il a souligné l'omniprésence de l'imaginaire sorcellaire qui crée des suspicions et vise des « agressions invisibles » contre les grands producteurs de manioc. Dans cette optique, le paysans hésite à produire assez car, il estime que sa vie ou celle de l'un des siens peut être

menacée par les présumés sorciers qui sont jaloux de sa bonne production et de sa réussite sociale. Ainsi pour se sentir en sécurité le paysan limite sa production. Cette situation qui semble être anodine, constitue un phénomène qui empêche la réussite effective des politiques publiques de développement de l'agriculture en générale, et en particulier celles de la filière manioc en Centrafrique. En faisant mention de cela, Ouikon (2002 :5) souligne que :

Malgré les efforts visant à faire évoluer les mentalités, on observe encore dans le milieu la perpétuation de certaines pesanteurs socio-culturelles qui se traduisent par des pratiques qui inhibent le progrès et l'initiative individuelle. Ainsi, des agriculteurs dynamiques et entrepreneurs hésitent à trop « réussir », de peur d'être mal vus, voire envoutés. Les agriculteurs produisant beaucoup sont d'ailleurs souvent soupçonnés eux-mêmes de pratiques fétichistes. Ces pratiques occultes créent un état de frustration tel qu'elles représentent un frein réel pour le développement agricole dans certains groupes socio-culturels. (Ouikon, 2002 : 5).

En évoquant la question des pratiques occultes, l'auteur veut nous démontrer qu'en Centrafrique, si les efforts déployés par le gouvernement pour le développement du secteur agricole dans les milieux ruraux connaissent des échecs, c'est parce que les paysans refusent volontairement de cultiver de grandes parcelles. Posséder un grand champ de manioc, obtenir un rendement agricole important est synonyme de prestige social qui peut causer « mystiquement » la mort du paysan. Cependant, même si les croyances en la sorcellerie, telles qu'elles sont perçues sont une « surinterprétation du réel » (Martinelli et Bouju, 2012), il faut reconnaître que l'imaginaire sorcellaire est lié à la vie sociale, politique et économique de la société centrafricaine contemporaine. Elle a retrouvé de nos jours sa pleine signification dans les rapports sociaux de production agricole (Sakama, 2016 : 146) en créant ainsi « l'insécurité productive ». La mauvaise production ou la mort d'un agriculteur est souvent justifiée par deux formes d'insécurité notamment la présence des hommes armés et les accusations des pratiques de sorcellerie contre les personnes âgées.

### **CONCLUSION : Quelle perspective pour la production durable et l'intégration du manioc au marché ?**

S'interroger sur la durabilité de la production du manioc et l'intégration au marché en Centrafrique revient à repenser les facteurs sociopolitiques et les dynamiques agraires et les systèmes de savoirs dans lesquels celui-ci est impliqué. En effet, la production du manioc en Centrafrique se confronte non seulement à la dualité savoirs locaux/savoirs scientifique mais

elle est assujetti aux difficultés techniques, des perturbations ou changement climatique, aussi des difficultés qui s'expriment à travers les insécurités civiles et celles dues aux accusations de sorcellerie. L'opposition entre savoirs scientifiques et savoir-faire paysans, ainsi que les logiques de choix techniques de ceux-ci, posent à l'heure actuelle des problèmes de développement agricole et agroalimentaire et constituent aussi de sérieuses difficultés au transfert des connaissances scientifiques et des objets techniques en milieu paysan centrafricain.

Dans certaines régions du pays notamment à Bossangoa, à Bozoum et à Bouar, la faible production s'explique également par la présence des conflits entre éleveurs et agriculteurs. L'insécurité reste un défi à relever afin de sécuriser la production qui est susceptible de contribuer au développement économique et humain durable du pays.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Lesueur T., 2014, « République centrafricaine : autopsie d'une crise méconnue », *Politique étrangère* 2014/3 (Automne), p. 163-174. DOI 10.3917/pe.143.0163

Séhouéto L., 2006. « Savoirs agricoles localisés et production vivrière en Afrique subsaharienne ». *Revue internationale des sciences sociales*, 187(1), p.127-134.

Lallau B., 2014. « La résilience contre la faim. Nouvelle donne ou nouvelle artifice ? » *CLERSE*. Université Lille 1.

Lallau B., 2004, « Pauvreté, durabilité et capacités de choix : Les paysans centrafricains peuvent-ils éviter le cercle vicieux ? », *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 3 | 2004, mis en ligne le 18 octobre 2004, consulté le 01 octobre 2016. URL : <http://developpementdurable.revues.org/1185>

Ouikon H., 2003, « Problématique de développement agricole en République centrafricaine et perspectives de recherche ». In Jamin J-Y., Seiny Boukar L., Floret C., 2003, *Savanes africaines : des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis*. Actes du colloque, mai 2002, Garoua, Cameroun. Montpellier, France. CIRAD, PRASAC, 6 p.

Martinelli B., et Bouju J., (Sous la dir. de), 2012, *Sorcellerie et violence en Afrique*. Paris. Karthala. 349 p.

Sakama S.N., 2016, *Savoirs locaux agroalimentaires en Centrafrique. Analyse anthropologique des processus de production du manioc*. Thèse de doctorat en Anthropologie, soutenue le 22/11/2016. Sous la direction de Pr. Jacky Bouju. Aix-Marseille Université.